

Jean-Claude Juncker prend le gouvernail

Exit José Manuel Barroso. Et sans regret

Véronique Leblanc
Correspondante à Strasbourg

C'est un peu comme si la musique avait changé dans l'hémicycle du Parlement européen... Après l'évocation –début juillet– par le premier ministre italien Matteo Renzi d'une "génération Télémaque" capable de ressusciter l'héritage de ses ancêtres, voici que Jean-Claude Juncker en a appelé au "rêve", mardi, pour "répondre aux angoisses et aux peurs des citoyens". Après cinq années d'âpres discussions sur la crise économique et financière, les orateurs osent ainsi des changements de registre d'autant plus étonnants que les huées des europhobes sont, quant à elles, bien plus envahissantes qu'auparavant.

Le nouveau président de la Commission européenne a été très écouté lors de son discours programmatique, juste avant le vote d'investiture. Et pourtant, nul effet de manche, juste des mots qui ont fait sens. "On sentait qu'il habitait enfin la fonction", a commenté la socialiste française Pervenche Berès. C'est un politicien, il "sent" l'hémicycle, "il est capable d'agglomérer largement l'attention autour de sa personne". Selon elle, l'homme se place même "loin devant" son prédécesseur, José Manuel Barroso, qui n'avait justement pas "un tel sens politique et s'est confirmé très atlantiste". Comme toute la délégation socialiste française, Pervenche Berès s'est abstenue lors du vote, "pour mettre le nouveau président de la Commission sous pression, ne pas lui accorder un blanc-seing et l'attendre au tournant de ses décisions".

"Pas un valet"

Le Belge Gérard Deprez, qui siège au groupe des libéraux et démocrates, a quant à lui soutenu le candidat luxembourgeois, qu'il "connaît et apprécie comme homme et comme politique". "Un grand Européen convaincu et aussi un grand chrétien-démocrate à la fibre sociale indiscutable."

Ses différences avec Barroso? "De solides convictions qu'il défend –lui!– face à ses contradicteurs et par rapport au Conseil européen des chefs d'Etat et de gouvernement."

Juncker a, il est vrai, fait forte impression sur ce point en certifiant qu'il ne serait pas le "valet du Conseil" et que sa Commission serait "politique". Cette émancipation, le Parlement la réclame et c'est ce que le socialiste français Edouard Martin, ancien syndicaliste de Florange, a exprimé en s'en référant aux propos du libéral Guy Verhofstadt avec lequel, pourtant, il n'est "jamais d'accord". "Là, le Belge a trouvé la bonne formule en demandant à Juncker de ne pas appeler Rome, Paris, Berlin –surtout Berlin!– avant toute initiative. Barroso était la marionnette de Merkel, il ne faut pas que son successeur remette cela!"

"Une nouvelle ère"

Exit donc le Portugais, une page se tourne et, manifestement, on a envie de l'oublier très vite. Pas le moindre mot poli de Juncker à son sujet, pas même une allusion lors de l'intervention de Manfred Weber, président du Parti populaire européen dont l'ancien et l'actuel présidents de la Commission sont membres. Son nom n'a tout simplement pas été cité.

Qu'ils aient voté pour ou contre Juncker, les eurodéputés espèrent "une nouvelle ère", selon le mot du

Britannique Syed Kamall, président des antifédéralistes européens du Groupe des conservateurs et réformistes. Celui-ci a voté contre Juncker mais "espère s'être trompé" et appelle de ses vœux des "changements" portés par un véritable "leadership". Peu de chance que l'ordre du jour du très fédéraliste nouveau président de la Commission réponde un jour à ses attentes mais, du côté de la gauche, l'espoir est réel d'avoir en face une Commission proactive sur le plan de l'emploi et de la croissance. "C'était drôle pour moi ce matin, raconte la verte allemande Ska Keller, j'avais l'impression que le courant passait surtout entre Juncker et les socialistes. Ils applaudissaient beaucoup plus qu'à droite de l'hémicycle!"

L'ancien Premier ministre luxembourgeois a été élu président de la Commission par les eurodéputés.

L'Allemande Ska Keller ne l'a pas soutenu.

Beaucoup espèrent une nouvelle ère après José Manuel Barroso.

422

VOIX FAVORABLES

Jean-Claude Juncker a été élu président de la Commission européenne par 422 voix favorables, 250 voix contre et 47 abstentions. Une coalition entre les socialistes et son parti démocrate-chrétien et conservateur (PPE), à laquelle s'étaient ralliés les libéraux démocrates, devait lui apporter le soutien de 480 députés. Le résultat démontre donc qu'une soixantaine de députés ont fait défection.

3 Questions à**SKA KELLER**

Eurodéputée allemande, candidate du groupe des Verts à la présidence de la Commission européenne.

1 **Pourquoi avoir voté contre Jean-Claude Juncker, alors qu'il semblait acquis que le candidat du parti vainqueur des élections serait celui du Parlement européen ?**
J'étais totalement favorable à sa désignation comme candidat des chefs d'Etat et de gouvernement. Mais, au Parlement, le vote est politique, c'est sur un programme que l'on s'exprime. Et, en ce qui me concerne, je ne pouvais donner mon aval qu'à quelqu'un qui soutienne une politique "verte". Certes, il s'est positionné contre les OGM mais il n'a rien dit de solide sur les questions de changement climatique et d'environnement. En matière d'immigration, il parle uniquement de renforcer l'Agence de surveillance des frontières extérieures (Frontex) et de donner plus d'argent pour les politiques de retour vers les pays d'origine – ce qui n'est pas un programme soutenable. Quant à ses promesses sur les négociations commerciales entre l'Europe et les Etats-Unis, elles me laissent sceptique.

2 **Il a évoqué un plan de 300 milliards en faveur de l'emploi en Europe, cela ne vous a pas convaincue non plus ?**

Il est clair que Jean-Claude Juncker est beaucoup mieux que ce qu'on aurait pu attendre d'un candidat conservateur. Mais lorsqu'il parle de la crise économique et financière, il dit qu'elle n'est issue que du problème des dettes souveraines et qu'il ne faut pas changer de ligne économique européenne. Cette lecture est incomplète. La dette est un problème, oui, mais il n'y a pas que cela. Les inégalités dans la société et entre les Etats membres sont aussi des facteurs importants; or, il ne semble pas les voir. Ceci étant, mes critiques se veulent constructives, je ne suis pas enfermée dans le "contre" pour les cinq ans à venir. Si Jean-Claude Juncker vient avec des propositions qui vont dans le bon sens, je le soutiendrai comme tous les membres du groupe des Verts qui ont voté "non" aujourd'hui.

3 **Si les sociaux-démocrates avaient remporté les élections de mai dernier, Martin Schulz aurait été à la place de Jean-Claude Juncker ce mardi. Lui auriez-vous accordé votre vote ?**

Bonne question ! Je n'en suis pas sûre... D'abord parce que la politique de Jean-Claude Juncker et la sienne ne sont finalement pas si différentes. Ensuite parce que Martin Schulz a commis une faute impardonnable lors de la campagne, en déclarant aux clients d'un magasin allemand: "Si vous voulez un président de la Commission allemand, votez pour moi." Nous, les Verts, ne tolérons aucun relent nationaliste.
V.L.e.

"En Europe, il y a une place pour le rêve..."

JEAN-CLAUDE JUNCKER

Lors de son discours d'introduction devant le Parlement européen.

"Si les promesses du nouveau président ne sont pas tenues, c'est du citoyen que nous resterons solidaires, pas de la Commission européenne."

MARC TARABELLA

Chef de la délégation du PS au Parlement européen.

"En votant pour élire le président de la Commission, nous établissons une vraie démocratie européenne."

GUY VERHOFSTADT

Président du groupe des démocrates et des libéraux.

"Je remercie M^{me} Le Pen de ne pas voter pour moi. Je ne veux pas avoir l'assentiment de ceux qui rejettent, qui excluent."

JEAN-CLAUDE JUNCKER

En réponse aux critiques de la présidente du Front national.